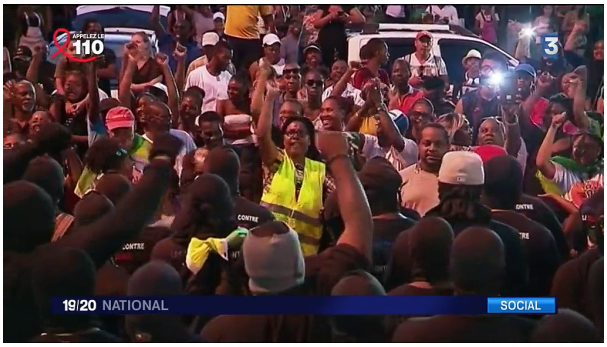
Crise en Guyane : qui sont les “500 Frères”, collectif contre l’insécurité et l’immigration clandestine ? (Màj)

26/03/2017 à 22h30



Qui se cache derrière le collectif “Les 500 frères contre la délinquance”?

Cagoules, gros bras et méthodes musclées… Lancé en février dernier après le meurtre d’un habitant d’un quartier populaire, le collectif des “500 Frères” impose sa loi dans les rues de Cayenne au nom de l’insécurité qui frappe le département.

> *Principales revendications des “500 Frères”, l’éradication des squats, le maintien d’un escadron de gendarmes mobiles affecté en renfort, ou encore le renvoi dans leur pays des détenus étrangers pour y purger leur peine (plus de 50 % des détenus en Guyane).*

La tension est encore montée d’un cran ce week-end en Guyane. Malgré l’envoi d’une mission gouvernementale à Cayenne, l’UTG,

le principal syndicat du département maintien son appel à la grève générale pour lundi. […]

Au quotidien, les Guyanais affichent aussi leur exaspération face au chômage et à la délinquance. Fin février , plusieurs dizaines de personnes se rassemblent pour former un collectif, "les 500 Frères" afin de lutter contre l'insécurité. Habillé de noir de la tête au pied, le visage encagoulé, ces hommes à la carrure imposante, tournent dans les rues de Cayenne et ont même fait fermer la mairie cette semaine. […]

Principal fait d'armes des 500 Frères, une spectaculaire action lors d'une réunion de travail de l'Assemblée de la Collectivité territoriale le 17 mars dernier. "*Un coup de force*", selon le chaîne locale Guyane 1ère. Une trentaine d'hommes débarquent dans l'hémicycle où siègent justement des ministres de 25 états de la Caraïbe, ainsi que la ministre de l'Environnement, Ségolène Royal. Une action qui avait tourné à l'incident diplomatique selon le président de la Collectivité territoriale de Guyane, Rodolphe Alexandre. […]

Le mouvement des "500 Frères" s'est lancé en février dernier après le meurtre d'un "*habitant d'un quartier populaire*", comme le raconte Le Monde. "*Un collectif constitué en réalité d'une bonne centaine de personnes (qui) propose aux autorités ses solutions contre l'insécurité record qui frappe la Guyane, territoire français le plus meurtrier, avec 42 homicides en 2016 pour 252 000 habitants*", rappelle le quotidien.

L'Express

Niché au nord du continent sud-américain, le département français fait figure d'eldorado. Au sens propre, d'abord, puisque l'orpaillage illégal y est très développé, et source de nombreux conflits. Au sens figuré, ensuite, la Guyane garantissant des prestations sociales et une monnaie plus

forte que ses voisins (le Guyana, le Surinam, Haïti et le Brésil). **Les « 500 frères » pointent une immigration non contrôlée. Et souhaitent l'extradition des ressortissants de ces pays.** «*Ils représentent la moitié des prisonniers de Rémire [Ndlr, la prison de Rémire-Montjoly]. De toute façon, si un étranger commet un crime, il saute dans le fleuve et on ne le revoit plus*», s'indigne Mancée, porte-parole du collectif et ancien policier. « *Mais on ne veut stigmatiser personne : la Guyane est un melting-pot, et notre mouvement regroupe toutes les nationalités.*» [….]

«*Nous ne sommes pas une milice. Si on n'était pas choquants, personne n'entendrait parler de nous. La peur fait avancer l'homme*» justifie Mancée. **Le porte-parole confirme avoir déclaré « Un voleur mort, c'est un voleur qui ne vole plus ».** Il n'exclut pas mobiliser les « frères » s'il n'obtient pas de réponse concrète de la part des autorités. «***Aujourd'hui, on dialogue. On fait tout pour empêcher une guerre civile. On est tous pères de famille, on n'en a pas envie… Mais si les voyous veulent la guerre, on la fera.*** »

news.vice.com